

## LES PROCESSUS DE FORMATION ET LES DYNAMIQUES DES RÉGIONS PIONNIÈRES

### Les cas de la côte atlantique nicaraguayenne et de l'Amazonie brésilienne

Francis LÉVÊQUE

*Agro-économiste — Chercheur au Centre d'Économie des Ressources Naturelles E.N.S.M.P. 60, bd Saint-Michel, 75272 Paris Cedex 06*

#### RÉSUMÉ

*Deux questions sont traitées dans cet article. Quels sont les facteurs nationaux à l'origine de la colonisation pionnière? Comment caractériser de façon dynamique le système pionnier de mise en valeur?*

*Deux thèses sont avancées. La première est que la création des régions pionnières se rapporte principalement aux facteurs politiques de la souveraineté territoriale, de la légitimité de l'État et de l'identité nationale. Elle résulte secondairement des facteurs sociaux (crises démographiques et agraires) et économiques (élargissement des bases de la croissance).*

*La seconde thèse est que le système pionnier de mise en valeur est fondé sur l'activité extractive des ressources primaires. Sa dynamique productive est déterminée par l'existence des rentes issues de cette activité. Elle peut être accompagnée d'une dynamique spéculative liée aux transferts de l'État vers les régions de colonisation. Les dynamiques pionnières sont marquées par les phénomènes d'appropriation et de création des surplus.*

*L'avenir des régions pionnières dépend dès lors fondamentalement des conditions de passage d'une économie rentière et redistributive à une économie non extractive de développement productif.*

*Ces thèses prennent appui sur deux cas: la côte atlantique nicaraguayenne et l'Amazonie brésilienne.*

**MOTS-CLÉS :** Régions pionnières — Pionniers — Système de mise en valeur — Rentes — Dynamiques économiques — Nicaragua — Amazonie — Brésil.

#### RESUMO

**OS PROCESSOS DE FORMAÇÃO E AS DINÂMICAS DAS REGIÕES PIONEIRAS. O CASO DA COSTA ATLÂNTICA NICARAGUENSE E DA AMAZÔNIA BRASILEIRA**

*Duas questões são tratadas neste artigo: Quais são os fatores nacionais na origem da colonização pioneira? Como caracterizar de forma dinâmica o sistema pioneiro de exploração?*

*Duas teses são avançadas: a primeira é que a criação de regiões pioneiras se articula fundamentalmente aos fatores políticos de soberania territorial, da legitimidade do Estado e da identidade nacional. Ela resulta secundariamente dos fatores sociais (crises demográficas e agrárias) e econômicas (ampliação das bases do crescimento).*

*A segunda tese é que o sistema de exploração pioneiro tem sua base na atividade extrativa dos recursos primários. Sua dinâmica produtiva é determinada pela existência de rendas geradas a partir desta atividade. Ela pode ser acompanhada por uma dinâmica especulativa fortemente articulada às transferências realizadas pelo Estado para as regiões de colonização. As dinâmicas pioneiras são caracterizadas por fenômenos de apropriação e de criação de excedente.*

*O futuro das regiões pioneiras depende então fundamentalmente das condições de passagem de uma economia rentista e redistributiva a uma economia industrial e agrícola não extrativa.*

*Estas teses apoiam-se em dois casos concretos: a costa atlântica nicaraguense e a Amazônia brasileira.*

**PALAVRAS CHAVES :** Regiões pioneiras — Pioneiros — Exploração fundiária — Rendas — Dinâmicas econômicas — Nicarágua — Amazônia — Brasil.

## ABSTRACT

## THE ECONOMIC DYNAMICS OF PIONEER AREAS. THE EXAMPLES OF BRAZIL AND NICARAGUA

Two topics are discussed in this paper: the main national factors involved in the making of pioneer regions; the dynamics of the pioneer land use system.

We propose two theses. The first holds that the making of pioneer areas is mainly tied in with political factors, viz., territorial sovereignty, State legitimacy and national identity. In second position come social factors (overpopulation and land use crises) and economic factors (widening of the grounds for economic growth).

The second thesis is that the pioneer land use system is based on the exhausting exploitation of natural resources. Productive dynamics are governed by the rents produced by this activity. A speculative dynamics related to state financial transfers to pioneer regions, goes along with this productive dynamics.

The future of pioneer areas will depend, to a large extent, on the changeover conditions from a rental and distributive economy to a non exhaustive production-oriented economy.

The Brazilian Amazon Basin and the Nicaraguan Atlantic Coast are given as examples.

KEY WORDS : Pioneer regions — Pioneers — Land use system — Rents — Economic dynamics — Nicaragua — Brazil — Amazon.

*Pionnier*: n.m. (1382; « fantassin », déb. XII<sup>e</sup>; de pion).

1<sup>o</sup> Soldat employé aux travaux de terrassement V. Sapeur — Soldat du Génie ou d'une unité auxiliaire du Génie.

2<sup>o</sup> (1828, d'apr. angl. pioneer, d'o. fr.) Colon qui s'installe sur des terres inhabitées pour les défricher. V. Défricheur. [...]

(In Dictionnaire Le Petit Robert, 1979)

Deux questions principales sont traitées dans cet article. Quels sont les facteurs nationaux à l'origine de la colonisation pionnière ? Comment caractériser de façon dynamique le système de mise en valeur des nouvelles terres ?

Les éléments de réponse s'appuient sur l'étude de deux cas : la côte atlantique nicaraguayenne et l'Amazonie brésilienne.

### Les processus nationaux de la formation des régions pionnières : le poids des facteurs politiques

Quels sont les facteurs fondamentaux de la création des espaces pionniers ? Comment les hiérarchiser ?

La période à laquelle on s'intéresse ici est celle de la constitution de la région pionnière. Elle peut être définie comme celle des campagnes de peuplement et du déploiement de l'occupation pionnière (1).

La formation des régions de colonisation est uniquement étudiée dans son cadre national. Le poids des facteurs internationaux est analysé dans de nombreuses publications (en particulier J.-P. RAISSON, 1978 et D. SLUTSKY, 1981).

Quatre séries de facteurs peuvent être distinguées : les facteurs démographiques, les facteurs agraires,

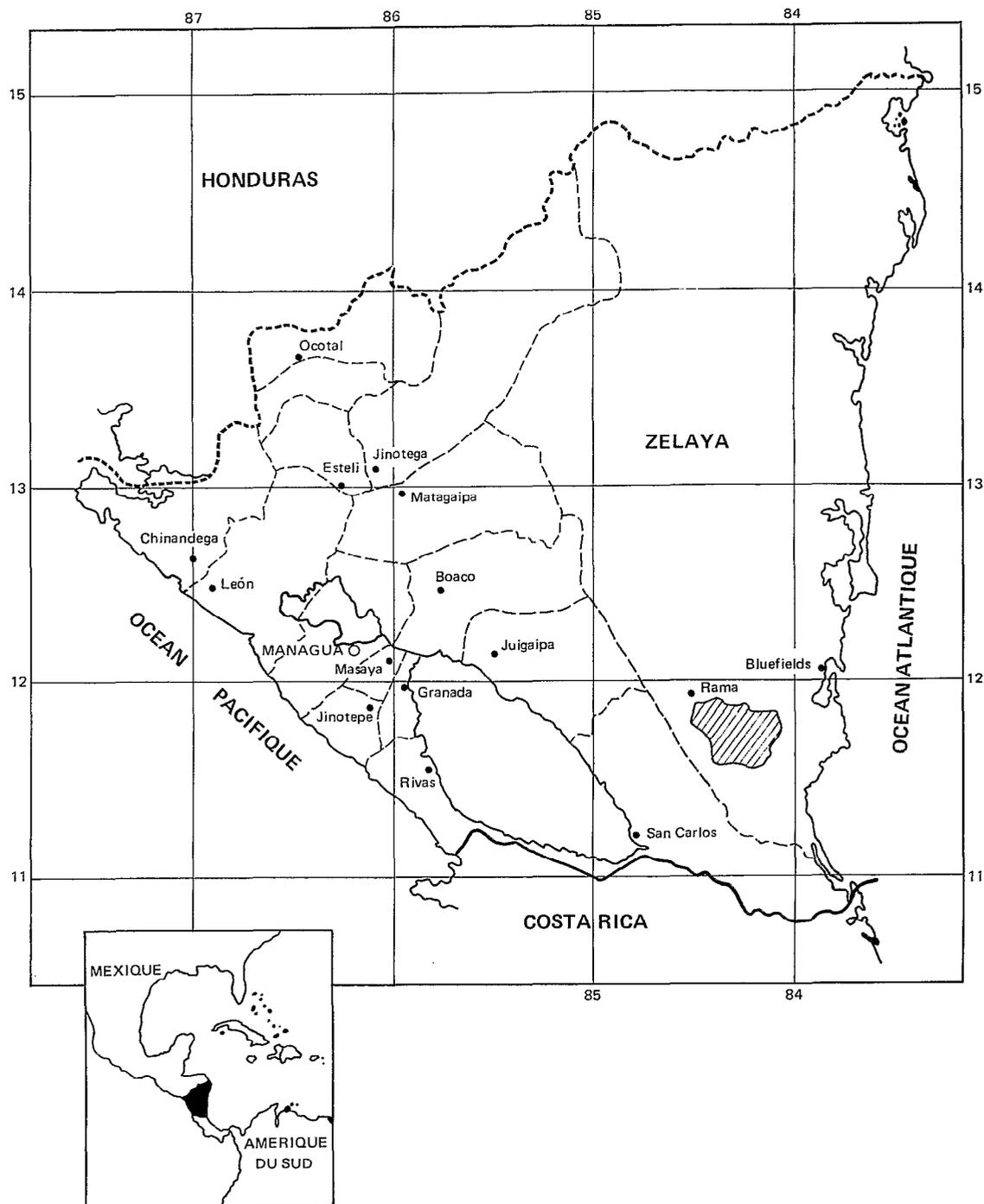
les facteurs de la croissance économique, et enfin les facteurs de politique nationale. Les facteurs démographiques se rapportent à la croissance de la population tant urbaine que rurale, et à l'augmentation du sous-emploi. Les facteurs agraires se rapportent aux éléments consécutifs aux transformations de l'agriculture dans les régions d'occupation humaine ancienne, en particulier les crises paysannes. Les facteurs de la croissance économique se rapportent principalement à l'élargissement des bases d'accumulation (nouveaux débouchés pour les capitaux, augmentation de la production, principalement des matières premières) et secondairement à l'élargissement de la redistribution. Enfin, les facteurs de politique nationale se rapportent à la souveraineté et à la légitimité des États, et à l'identité nationale.

Un exemple est donné : le cas de la côte atlantique nicaraguayenne. La hiérarchie des différents facteurs, et leurs liens avec la politique des États, sont ensuite discutés.

### LA FORMATION DE LA COLONISATION DE LA CÔTE ATLANTIQUE NICARAGUYENNE

À l'indépendance du Nicaragua, en 1821, le territoire national est divisé en deux. Les régions

(1) Pour l'Amazonie brésilienne, par exemple, cette période couvre les années cinquante, soixante et le début des années 1970. Elle débute par la fondation de l'Amazonie Légale (1953) et se termine avec l'arrivée au pouvoir du général GEISEL et la programmation du PND II (II Plano Nacional de Desenvolvimento (1974)).



Carte du Nicaragua

du Pacifique et du Centre-Ouest appartiennent à l'Espagne. La moitié atlantique est sous la domination de l'Angleterre; ses populations indienne et caraïbe n'ont rien de commun avec celle du reste du pays. L'expulsion définitive des Anglais est réalisée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle est l'œuvre du général J. S. ZELAYA, qui donnera son nom à la province atlantique. La communication effective entre les deux façades littorales n'est réalisée qu'au début des années 1960. Elle fait suite aux échecs successifs du canal interocéanique et d'une ligne ferroviaire. La route Managua-Rama est achevée en 1965; on atteint ensuite Bluefields par bateau. Le grand programme de colonisation somoziste, le projet Rigoberto Cabezas (en abrégé PRICA), se situe au sud de Rama, dans la région de Nueva Guinea (cf. carte). Il est « avec la construction de la route, l'un des efforts entrepris les plus significatifs pour incorporer cette zone [la côte atlantique] au processus de développement intégral du pays » (IAN, 1969 — Traduction de l'auteur). PRICA s'inscrit dans le dessein chaque fois resurgissant de l'intégration politique de cette moitié du territoire si peu nicaraguayenne.

Le développement cotonnier et l'essor de l'élevage sont les principaux facteurs de la migration pionnière. L'introduction de la culture du coton date des années cinquante; elle s'étend rapidement dans les départements de León et Chinandega, traditionnellement spécialisés dans l'élevage extensif et la production vivrière. Entre 1952 et 1962, les exportations cotonnières passent de moins de 1 % à 40 % des exportations totales (R. LE GUEN, 1978). Pour l'année 1965, elles représentent, à elles seules, la totalité des exportations de 1962. Avec l'extension du marché nord-américain, l'élevage prend au Nicaragua, comme dans tout l'Isthme centro-américain, un essor considérable. Entre 1955 et 1965, les exportations nicaraguayennes de viande décuplent en volume (F. LÉVÊQUE, 1983). A la fin des années 1960, elles occupent le troisième rang dans la fourniture de devises, derrière le coton et le café. La production bovine du Pacifique s'étend rapidement au Nord central (départements de Boaco et Chontales) puis à la province de Zelaya. L'activité d'élevage, très extensive, s'accroît par agrandissement de la surface en prairie. Le champ d'extension privilégié est celui des marges et progressivement de l'intérieur de la forêt tropicale humide.

Il y a donc deux temps synchrones : « libération » de la main-d'œuvre des campagnes du Pacifique et réemploi pour la mise en prairie des parcelles forestières dans le Nord central puis le Zelaya. Les anciens latifundiaires, devenus ou remplacés par des entrepreneurs capitalistes, n'ont plus intérêt à s'attacher une main-d'œuvre permanente ou semi-permanente. Les parcelles accordées à moitié ou

louées aux paysans pour la production vivrière sont reprises pour étendre les surfaces en coton. La main-d'œuvre est congédiée ou, plus souvent, expulsée par la violence. Devenue migrante et pionnière, elle ouvre l'espace à l'élevage. L'ouverture de l'espace forestier est fondé sur un mouvement articulé : défrichement des pionniers/appropriation et utilisation en prairie par les éleveurs. Le pionnier, en échange du droit à la culture vivrière temporaire, défriche pour le grand propriétaire. Plus souvent, aucun arrangement n'existe entre les deux parties. Le premier occupant est plus tard expulsé. Le pionnier échange, ou se fait prendre de la terre défrichée.

La population de la province de Zelaya augmente de 82 % entre 1963 et 1974, contre 30 % en moyenne pour l'ensemble du pays. Une des conséquences du développement du coton est la délocalisation de la production vivrière. Au cours des années soixante, plus de 25 000 ha de production de grains de base en zone Pacifique sont remplacés par le coton. En 1965, la surface cultivée de la province de Zelaya en maïs représente 7,5 % de l'aire de production nationale; 7,4 % pour le haricot. Dix ans plus tard, les pourcentages respectifs sont de 16,5 % et 13 %. Au niveau national, l'écart se creuse entre l'accroissement de la population et l'augmentation de la production alimentaire. « En plus d'offrir des opportunités économiques aux pionniers installés, on prévoyait que la zone du projet [PRICA] approvisionne en produits alimentaires le marché intérieur, allégeant ainsi le déficit vivrier issu de la transformation de la zone Pacifique en région de production d'exportation. » (J. R. TAYLOR, 1968 — Traduction de l'auteur.)

L'intégration économique de la côte atlantique visée doit permettre aussi de tirer parti des installations portuaires de Bluefields et donc de réaliser une sortie plus favorable des produits d'exportation vers les débouchés internationaux.

#### LA HIÉRARCHISATION DES DIFFÉRENTS FACTEURS

Les quatre séries de facteurs citées sont imbriquées. Cette imbrication diffère d'un pays à l'autre. Dans les pays asiatiques par exemple, le poids des facteurs démographiques est plus fort qu'en Amérique du Sud. Elle évolue également dans les temps postérieurs à la formation de la région pionnière. La périodisation établie par M. FOUCHER (1977) pour le cas de l'Amazonie brésilienne en est une démonstration. Cette diversité ne doit pas empêcher la recherche d'une hiérarchisation des facteurs, dans le temps auquel on s'intéresse ici, de la constitution de la région pionnière. Cette recherche conduit à observer une surdétermination des facteurs de politique

nationale sur les facteurs strictement économiques et sociaux.

La création des régions pionnières entraîne en Amérique du Sud une redistribution très modeste, au niveau national, de la population (F. GUITARD, 1977). Les possibilités effectives d'absorption de la croissance démographique sont limitées : au Brésil, comme au Nicaragua (pour l'Asie, la réfutation du caractère premier des facteurs démographiques mérite un examen approfondi) la principale alternative pour les paysans sans terre et sans travail est la migration urbaine.

Trois arguments permettent de ramener le poids des facteurs économiques à leur juste proportion. Le premier est que les inventaires de ressources sont postérieurs à l'occupation de peuplement. Au Brésil, le projet RADAM (Radar Da Amazonia) est lancé en 1975. Il se conclut au début des années 1980. Pour le sud-est du Nicaragua, les premières études de reconnaissance du milieu datent de 1973, soit 8 ans après l'installation dirigée des colons. La richesse admise des nouveaux territoires n'est initialement pas fondée. Le second argument est que, pour les firmes non extractives et les grands propriétaires-éleveurs, les possibilités d'accumulation à partir de la production ou de la spéculation ne se limitent pas aux nouvelles régions. Les éleveurs, par exemple, peuvent investir leurs capitaux dans l'intensification de leur production ou dans la spéculation immobilière et financière. Cela explique la nécessité pour l'État d'une surenchère pour attirer en zones pionnières les capitaux de ces acteurs (cas de la création de la zone franche à Manaus). Le troisième argument, enfin, est que les fonds publics nécessaires à la réalisation des programmes de colonisation sont considérables. Pour les États, les possibilités de remboursement des investissements sont très hasardeuses; elles ne sont réalisables éventuellement qu'à très long terme.

Il reste alors à expliquer le décalage entre d'une part les perspectives offertes par l'ouverture des espaces pionniers sur le plan social et économique, et d'autre part les moyens matériels et surtout de propagande mis en œuvre pour coloniser les nouveaux territoires.

Cette démesure prend sa signification au plan politique. Le cas brésilien permet de l'illustrer. Dans la formation de l'Amazonie pionnière, comme au Nicaragua, se joue la réalisation de la souveraineté nationale. Il faut peupler la frontière : « Occupons l'Amazonie aujourd'hui ou nous la perdrons » (1). Il y a une nécessité d'extension du contrôle étatique et d'intégration politique.

Mais, plus fondamentalement, l'Amazonie est, sous le régime populiste de VARGAS et surtout sous le régime militaire, le point d'appui essentiel du nationalisme brésilien. La période 1968-1973 peut être caractérisée comme l'établit M. FOUCHER (1977) comme « le Brésil à l'heure amazonienne »; la figure nationale proposée par l'État pour asseoir sa légitimité est Brésil = Amazonie. Au cours de cette période la critique de la colonisation amazonienne est jugée antibrésilienne. Le citoyen anticolonial est suspecté d'être un non-Brésilien. En France, l'opposant à la guerre d'Algérie n'était-il pas un anti-Français ?

L'ouverture des espaces pionniers se constitue principalement à partir de la question nationale. Secondairement, elle résulte des facteurs sociaux et économiques. Les possibilités de traitement des problèmes démographiques, agraires et de la croissance économique, par la colonisation intérieure sont objectivement limitées.

On peut s'interroger en conclusion de cette première partie, sur la volonté réelle de l'État d'opérer à travers la mise en place du développement pionnier, un véritable traitement des questions sociales, économiques et politiques. On peut en douter si l'on regarde les formes prises par l'intervention des institutions étatiques chargées de la colonisation. Les caractéristiques communes à leurs premières interventions sont solidement établies (J. P. RAISON, 1978). On les rappellera simplement. Elles sont au nombre de quatre : l'encadrement des pionniers se veut total, la répartition des moyens mis à la disposition des colons se veut égalitaire, l'existence de la population autochtone n'est pas prise en compte, les perspectives d'évolution du périmètre encadré sont occultées. L'exhaustivité, l'égalitarisme, la négation d'une occupation antérieure et la rigidité s'accordent avec le comportement bureaucratique et technocratique. Ces caractéristiques sont surtout liées aussi à la vision idéologique pionnière. L'égalitarisme théorique des projets est une concrétisation de l'utopie pionnière. Mais sur le fond, la négation des processus de différenciation sociale et économique est indissociable des étapes postérieures à l'occupation de peuplement. L'État se désengage par la suite de la course sélective qui se déroule entre les pionniers, les grands propriétaires-éleveurs et les firmes, et au sein de chacune de ces catégories.

La colonisation pionnière ne serait-elle pas alors une alternative de non-traitement des problèmes auxquels est confronté l'État ? N'est-elle pas une issue provisoire permettant d'éviter les contradictions internes sociales, économiques et politiques ?

(1) Discours de COSTA E SILVA à Belém en 1968. cité par M. FOUCHER (1977).

Il faut examiner maintenant à quoi mène le jeu des facteurs nationaux à l'origine de la colonisation pionnière.

**La dynamique du système pionnier de mise en valeur : création et appropriation des rentes, redistribution des surplus issus de l'activité extractive et des transferts de l'État**

Comment caractériser le système de mise en valeur des régions pionnières ? Quelle en est sa dynamique ? Vers quoi peut-il évoluer ?

LE SYSTÈME PIONNIER DE MISE EN VALEUR

Le système de mise en valeur d'une région donnée peut être défini comme la combinaison de l'ensemble des activités matérielles, sociales et biologiques qui s'y déroulent (G. R. LARRÈRE et A. BRUN, 1983). Son étude est en général circonscrite aux caractéristiques agricoles. Dans le cas des régions pionnières, il est indispensable de s'intéresser à l'ensemble des pratiques de l'exploitation du milieu : extraction minière ou pétrolière, exploitation forestière, aménagement des eaux, et mise en valeur agricole. Cette dernière peut en effet être localement subordonnée aux autres activités.

On caractérise le système pionnier de mise en valeur comme étant fondé sur l'activité extractive des ressources primaires. Sa dynamique est marquée par les mouvements de création, d'appropriation et de redistribution des rentes.

Il faut en effet partir d'un fait : les régions pionnières sont des espaces peu « anthropisés » ; les écosystèmes y sont très faiblement « artificialisés ».

En aucun cas cependant ces territoires ne peuvent être considérés comme vides ou vierges de toute occupation humaine. Au XVII<sup>e</sup> siècle, en Amazonie brésilienne vivent 1 à 2 millions d'Indiens. L'épopée du caoutchouc fixe 300 000 Nordestins entre 1872 et 1910 (DE OLIVEIRA, 1983). L'occupation indienne a produit une « artificialisation » très limitée du milieu. Dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la mise en valeur *cabocle* est surtout celle des terres inondables. Les activités, à cette époque, sont centrées sur les marges des fleuves et des cours d'eau. La seconde colonisation majeure amazonienne sera celle de la route. Les modifications du milieu qu'elle apporte sont profondes.

Les pionniers sont issus de régions dont les conditions naturelles diffèrent de celles de la forêt humide. Sur le nouveau territoire, ils ne disposent d'aucun savoir empirique. Pas de règles par exemple pour identifier les qualités d'un sol, ou anticiper la pluviométrie à venir. Ils ne bénéficient d'aucune histoire sociale du milieu. La situation des entrepreneurs agricoles peut être considérée dans une certaine

mesure comme analogue. Les référents culturels ou zootechniques, technico-scientifiques sont peu nombreux et fragiles. C'est l'exemple de la conduite des prairies artificielles, derrière défrichement (cf. S. HECHT, 1984).

Ce trait évident est essentiel ; contrairement à la situation commune, le système de mise en valeur qui se met en place n'est pas issu d'une transformation endogène, au moins en partie, d'un système traditionnel. Il s'agit d'une mise en valeur en formation, sans véritable antériorité. De ce fait singulier, il découle que la mise en valeur pionnière se fonde sur l'activité extractive des ressources du milieu naturel : pistes forestières tracées pour l'exploitation des essences commerciales, mines et derricks pour extraire les richesses du sous-sol, défriche-brûlis pour créer la fertilité nécessaire aux cultures annuelles, époussetage des sols pour l'activité d'élevage...

On sait que l'exploitation des ressources naturelles est marquée par les phénomènes de rente. Chaque gisement minier, chaque parcelle de terrain présente des caractéristiques naturelles uniques. A supposer, à conditions techniques données, un investissement en travail et en capital équivalent sur 2 terrains, le coût d'exploitation sera différent. D'un autre côté, il existe en général un prix de marché unique. La rente est entendue ici comme la différence entre le coût de production, y compris la rémunération des investissements et du capital, et le prix de marché.

*La dynamique productive du système pionnier est déterminée par l'existence des rentes, issues de l'exploitation des ressources primaires.* Cette dynamique productive peut être doublée d'une dynamique spéculative liée aux transferts souvent massifs de l'État vers les régions pionnières. L'appropriation et la redistribution de ces surplus constituent l'enjeu permanent et conflictuel entre les différentes catégories d'acteurs de la colonisation. Les principales catégories d'acteurs que l'on peut distinguer par leur logique de comportement sont au nombre de quatre. La catégorie des pionniers désigne l'ensemble des familles ou des individus, déplacés en zone de frontières qui exercent une première activité extractive du milieu. Elle regroupe aussi bien les colons agricoles installés par les autorités de l'État, les défricheurs non encadrés, que par exemple les mineurs (*garimpeiros* de l'Amazonie). Leur caractéristique commune est qu'ils ne disposent au départ d'aucun capital. Les grands propriétaires-éleveurs cherchent à s'assurer le contrôle de l'espace pionnier pour réaliser leur élevage extensif ou simplement à des fins spéculatives. Les firmes extractives se déploient dans les perspectives de création et d'appropriation rentières. Les firmes non extractives répondent aux incitations fiscales proposées par l'État. Les institutions publiques et parapubliques enfin

obéissent à la logique d'État fondée sur l'encadrement total et l'égalitarisme formel.

Cette thèse peut être brièvement illustrée par les cas brésilien et nicaraguayen.

RENTES AGRICOLES AU SUD-EST DU NICARAGUA,  
RENTES MINIÈRES ET SPÉCULATION AU NORD DU  
BRÉSIL

La mise en valeur de la région de Nueva Guinea est marquée par l'existence de rentes sur les bois de couleur et sur les grains de base (maïs et haricot). On examinera ce dernier cas, très original. Pour ces deux productions la surface cultivée est multipliée par 20 entre 1970 et 1981. Cet accroissement est sans commune mesure avec l'augmentation de la population. L'autoconsommation porte sur la moitié de la production, le reste est commercialisé. Pour le haricot, la région de Nueva Guinea représente le quart des échanges commerciaux du pays. De 1965 à 1979, la production de la zone reçoit entre 22 et 30 % du prix du détail à Managua (F. LÉVÊQUE, 1983). Cette production de haricot y transite par quatre intermédiaires. En moyenne, le prix d'achat au producteur est inférieur de 20 % au prix d'achat moyen national. Il est intéressant de constater que lorsque l'année de récolte est mauvaise sur la région, l'écart entre le prix d'achat au producteur de la zone et le prix d'achat moyen national se réduit, ou même s'annule. Et inversement, les bonnes années, cet écart augmente. Le haricot et le maïs sont cultivés dans la région par défriche-pourrissage (1). Cette technique agricole présente une excellente productivité en termes de tonnes récoltées par unité de travail malgré un rendement par unité de surface très médiocre. Elle est très largement supérieure à celle obtenue par défriche-brûlis (pas de semis au bâton fousseur). Elle est également plus forte que celle observée dans les autres régions. Jusqu'en 1979, cette rente sur le maïs et le haricot est prélevée par les commerçants et transporteurs. Elle est largement exportée de la zone. A partir de 1980, avec la mise en place d'une nouvelle politique de commercialisation, le prix d'achat au producteur augmente considérablement (il est multiplié par 3 au cours des 3 premières campagnes).

La production fait un bond en avant. On assiste même à une migration saisonnière pour produire du haricot. Les producteurs passent environ 1 mois dans la zone, en deux périodes. A l'issue de la

deuxième, ils livrent leur récolte directement à l'organisme collecteur public. Ensuite, ils prennent l'autobus vers Matagalpa ou Esteli.

En Amazonie brésilienne, la dynamique productive est fondamentalement marquée par les perspectives et l'existence des rentes minières.

Les ressources forestières sont encore peu exploitées pour leur bois. Les industries du sciage et des panneaux sont peu développées.

La production agricole commerciale est principalement destinée aux débouchés intrarégionaux, urbains notamment. La production cacaoyère du Rondônia semble la seule exception; elle offre des rentes élevées. Les producteurs pionniers restent dans des conditions d'extrême instabilité et de précarité. Venus sans capitaux, la réalisation d'un début d'accumulation, en l'absence de rentes, leur est impossible. Si par chance, ils découvrent de bonnes terres, aptes à des spéculations intéressantes, ils se font expulser. Producteurs de terres défrichées et découvreurs éventuels de rentes, ils sont exclus massivement des processus d'accumulation.

L'élevage repose essentiellement sur une dynamique spéculative. En zone d'élevage d'Amazonie orientale, les éleveurs de plus de 10 000 ha contrôlent 56 % des terres; ce pourcentage s'élève à 85 % si le seuil est abaissé à 1 000 ha. Ici, les perspectives de profit dans la production bovine, parfois nulles, ne sont pas le véritable mobile des grands propriétaires fonciers. On sait qu'en Amazonie brésilienne l'appropriation du territoire est liée aux taux d'inflation élevés, aux incitations fiscales, aux crédits subventionnés, ou aux perspectives de futures infrastructures ou de découvertes de minerais. La valeur du foncier augmente même si les capacités productives déclinent (HECHT, 1984).

La production minière se développe considérablement. En 7 ans (1977-1983) la production d'or amazonienne est passée de moins de 25 % à plus de 90 % de la production nationale. Avec la mise en place du projet Carajas, la production de fer représentera le tiers de la production nationale (le Brésil est, avec l'Australie, le premier producteur mondial). Pour l'étain, dès les années 1970, l'Amazonie produit 10 000 t/an soit la moitié de la production nationale. Avec la mise en exploitation de la mine de Pitinga, elle couvre à présent 90 % de la production nationale. La mise en valeur des gisements d'or, d'étain et de pierres précieuses oppose en permanence les *garimpeiros* et les firmes minières. Celles-ci ont les plus

(1) La défriche-pourrissage est une technique de production du maïs ou du haricot largement répandue dans le tropique humide centro-américain. En quelques mots, elle consiste à semer directement à la volée dans un jeune recrû herbacé et arbustif de 3 à 5 ans. Ce recrû est ensuite coupé; les tiges, branches et feuilles sont réparties sur la parcelle. La graine repose sur un manteau de matière organique en décomposition avancée, issue de la coupe du recrû du cycle précédent. Son appareil racinaire s'y développe. Au-dessus, la plantule croît au sein de l'enchevêtrement lâche des morceaux de matière végétale qui vient d'être coupée.

grandes difficultés pour interdire effectivement l'accès de leurs sites d'extraction aux *garimpeiros*. A chaque fois que la CVRD (Companhia da Vale do Rio Doce) veut interdire la Serra Pelada, les *garimpeiros* menacent de saboter la voie ferrée Carajas-São Luis. On notera que les firmes et les maîtres des *garimpeiros* s'approprient en totalité les rentes minières. Les prélèvements de l'État sont nuls.

La redistribution des rentes minières concerne une population considérable. La population des *garimpeiros* peut être évaluée à environ un demi-million de personnes. On connaît également les grandes concentrations humaines, liées à la redistribution ou à ses perspectives, autour des pôles miniers, ou à leur aménagement (barrage de Tucuruí par exemple). On voit bien ainsi, qu'en Amazonie brésilienne, la redistribution des surplus n'est pas uniquement celle des rentes de l'activité extractive. Les transferts massifs opérés par l'État alimentent une dynamique spéculative très forte. Les principaux bénéficiaires en sont les grands propriétaires-éleveurs et les firmes.

#### L'AVENIR DES RÉGIONS PIONNIÈRES : DÉSERT DES CAMPAGNES ET VILLES FANTÔMES OU DÉVELOPPEMENT PRODUCTIF ?

Le système pionnier de mise en valeur n'a qu'un temps : celui de l'épuisement des ressources primaires. Les rentes permettent d'engager un processus d'accumulation mais leur réalisation reste indissociable de la destruction des ressources primaires.

La question est de savoir si l'accumulation d'origine extractive ou spéculative peut elle-même donner naissance, ou être relayée, par un processus d'accumulation productive basé sur l'activité agricole et industrielle non extractive (1). Le passage du cercle vicieux exploitation rentière du milieu — accumulation — extension de l'exploitation rentière — épuisement des ressources, au cercle vertueux accumulation d'origine extractive (ou spéculative) — investissements productifs non extractifs — extension de la production non extractive — reproduction économique et écologique d'ensemble, n'est pas simple.

Il ne s'agit pas ici d'examiner la question générale fondamentale du passage d'une logique rentière et de redistribution à une logique de croissance productive. On cherchera simplement à repérer les principaux obstacles et les acteurs potentiels d'une mise

en valeur productive et non extractive pour les deux cas d'illustration. Le niveau d'examen est celui de l'analyse d'ensemble. La différenciation et l'hétérogénéité locales des régions d'étude ne sont donc pas prises en compte.

Dans la région de Nueva Guinea, on observe un début manifeste d'accumulation paysanne. Son produit est loin d'être en totalité réinvesti dans la production agricole locale. Une partie est directement consommée et permet l'amélioration du niveau de vie familial. Les biens de consommation achetés (kérosène, vêtements, sucre...) sont produits à l'extérieur de la région. Une autre part est affectée à l'achat de foncier dans et hors de la zone (cas des producteurs saisonniers). L'avenir d'une mise en valeur agricole écologiquement et économiquement reproductible est incertain. Le système de défrichage-pourrissage est-il écologiquement stable (bilans imports-exports de la matière organique et des éléments minéraux) ? Du fait de son faible rendement en volume par unité de surface n'est-il pas menacé par la poursuite de la croissance démographique ? L'introduction des cultures pérennes ou semi-pérennes se met en place dans des conditions très difficiles : variétés mal adaptées, problèmes d'écoulement et de conservation des produits. Enfin, la production rentière des grains de base, même dans l'hypothèse d'une dégradation à long terme des sols, est amenée à se poursuivre par l'attrait des gains qu'elle offre.

En Amazonie brésilienne, les perspectives d'une mise en valeur non extractive sur l'ensemble de l'espace sont très incertaines. Les projets non extractifs, agricoles, forestiers et d'élevage des firmes sont dans leur ensemble condamnés, comme aujourd'hui, à l'échec financier au moins jusqu'à moyen terme. Il est nécessaire aux firmes, du fait du volume des capitaux engagé (sous conditions que ces capitaux soient prélevés en partie sur fonds propres), d'assurer la reproduction agronomique de leurs systèmes de production. L'absence de références techniques solides en rend la réalisation difficile. Elle est de plus très coûteuse. C'est l'exemple du projet JARI et de ses difficultés à mettre en place son programme de reboisement. L'avantage de coût sur les productions hors tropique forestier humide est difficile à dégager. La production de pâte à papier de JARI n'est pas par exemple compétitive avec celle d'Aracruz. L'obstacle réside aussi dans la confrontation des firmes et des populations pionnières. Comment maintenir une enclave productive

(1) Et non celle d'arrêter ou de freiner la destruction des ressources primaires. C'est ainsi que dans l'agriculture, le problème réside moins dans la destruction du couvert forestier climatique, que dans la mise en place d'un système de mise en valeur agronomiquement et économiquement reproductible qui lui succéderait.

dans un espace économique soumis aux lois de la redistribution et de l'exploitation rentière ?

De façon générale, la rentabilité de la production de viande s'est avérée nulle ou négative. Il est peu vraisemblable, sauf peut-être sur le très long terme, que l'élevage amazonien concurrence, pour la demande interne ou le marché international, la production extensive des *cerrados*. Aujourd'hui, les forts taux de mortalité, le difficile contrôle du couvert prairial, l'absence de chaux, sont quelques-uns des éléments qui s'y opposent. En outre, l'intensification de l'élevage extensif est plus favorable hors Amazonie. On peut dès lors faire l'hypothèse d'une stagnation de la pression foncière liée à l'élevage. Déjà décelable, elle est renforcée par la diminution des transferts de l'État qui alimentent cette spéculation. On assistera à un gel des terres. Il s'agit, pour les éleveurs, d'attendre patiemment les résultats de la recherche zootechnique en tropique humide.

En Amazonie brésilienne, malgré les apparences, l'antagonisme producteurs pionniers/grands propriétaires-éleveurs n'est pas tranché. On peut s'attendre même à la domination d'une troisième catégorie d'acteurs : les producteurs agricoles de la seconde vague de colonisation. Anciens exploitants moyens paulistes par exemple, ils occupent ou rachètent les bonnes terres défrichées du Rondônia par les premiers pionniers, et y investissent leurs moyens de production.

### Conclusion

La recherche sur les dynamiques économiques des régions pionnières présente ainsi un double intérêt théorique.

Les zones de colonisation constituent un des uniques lieux d'observation d'une organisation sociale et d'une artificialisation du milieu en formation. Le système de mise en valeur initial est nécessairement fondé sur l'exploitation des ressources primaires. Il est déterminé par les phénomènes de création, d'appropriation et de redistribution des rentes, et plus largement des surplus (transferts opérés par les États). C'est dès lors un lieu privilégié pour étudier concrètement les modalités du passage, ou non, d'une économie rentière et redistributive, à une économie de production non extractive.

D'autre part, l'étude de la formation des régions pionnières fournit un excellent révélateur des politiques nationales mises en œuvre par les États. Le sort réservé aux pionniers en est en particulier une illustration. Il en est comme celui des fantassins dans les batailles. Dans tous les cas bien sûr, le corps des fantassins est, de toutes les armes, le moins bien placé sur les champs de la guerre. Mais son sort n'est pas aléatoire, il varie d'un affrontement à l'autre et selon les moyens mis à sa disposition. Il est réglé fondamentalement par ce qui est devant lui et ce qui lui succède. L'au-devant du pionnier c'est le milieu naturel qu'il doit défricher. Ce sont aussi les populations autochtones. Les événements opposant *garimpeiros* et Indiens de l'Amazonie sont là pour le rappeler. Ceux qui lui succèdent, et le poussent en avant, sont les grands propriétaires-éleveurs, les firmes, ou les migrants de seconde vague. Les moyens mis à disposition du pionnier par l'État sont parfois nuls ou simplement inefficaces. Peut-on admettre sous caution de l'Aventure, ou de la grande capacité d'adaptation des pionniers, que l'État ne tienne pas compte de leurs besoins et de leur absence de savoir empirique sur le nouveau milieu ?

### BIBLIOGRAPHIE

- DE OLIVEIRA (A. ENGRACIA), 1983. — Ocupação humana. In : *Amazônia : desenvolvimento, integração e ecologia*. CNPq ed. Brasiliense : 144-327.
- I.A.N. Proyecto Rigoberto Cabezas, 1969. — Estudio de prínversion socio económica. Managua, 1969.
- FOUCHER (M.), 1977. — Le Brésil et l'Amazonie nouvelle. In : *Amazonies nouvelles. Travaux et mémoires de l'Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine*. Univ. Paris III n° 30, Paris : 105-110.
- GUITART (F.), 1977. — Caractéristiques des mouvements migratoires en Amazonie, dans les llanos colombo-vénézuéliens et la Guyane vénézuélienne entre 1950 et 1970. In : *Amazonies nouvelles. Travaux et mémoires de l'Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine*. Univ. Paris-III, n° 30, Paris : 265-181.
- HECHT (S.), 1984. — Cattle Ranching in the Eastern Amazon : Environmental and Social Implications. In the Dilemma of Amazonian Development. Ed. by E. F. MORAN : 155-187.
- LARRERE (G. R.), BRUN (A.), 1983. — La forêt dans l'espace rural. In : *Actes du Séminaire Agriculture et Forêt*. Nancy 20-21 avril 1983. ENGREF : 33-48.
- LE GUEN (R.), 1978. — La « Révolution » du coton au Nicaragua (1950-1976). Première partie : l'agro-exportation, base d'une dictature dépendante. In : *Notes du GEREI*, n° 8, nov. 1978, ed. INRA : 16-37.

- LÉVÊQUE (F.), 1983. — La dynamique de la frontière agricole. Ses conséquences énergétiques : le cas de Nueva Guinea (Nicaragua). Rapport d'expertise. Agence Coopération Aménagement. Institut Nicaraguayen de l'Énergie. Octobre 1983.
- RAISON (J. P.), 1978. — L'encadrement des colonisations organisées : réflexions sur quelques exemples africains. *In* : L'encadrement des paysanneries dans les zones de colonisation en Amérique Latine. Travaux et mémoires de l'Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine. Univ. Paris-III, n° 32, Paris : 161-168.
- SLUTSKY (D.), 1981. — El avance de la frontera Agrícola con especial referencia a la Costa Atlántica de Nicaragua. *In* : Actas del II seminario nacional de recursos naturales y del ambiente. Managua, 26-28 Agosto 1981 : 99-106.
- TAYLOR (J. R.), 1968. — Agricultural settlement and development in eastern Nicaragua. Land Tenure Center-Madison, February 1968.